MTL.

- 31 DEC 1962

Coordination (1)

L.8159/1.
L.8160/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 19 octobre 1962, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "réglant les conditions de rapatriement des ressortissants belges résidant à l'étranger" ;

2° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 5 juillet 1961 réglant les conditions d'assistance aux émigrants belges",

a donné le 5 novembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e oktober 1962 door de Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de voorwaarden ter repatriëring van de Belgische onderhorigen die in de vreemde verblijven",

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 juli 1961 houdende regeling van de voorwaarden van hulpverlening aan Belgische uitwijkelingen",

heeft de 5e november 1962 het volgend advies gegeven :

4. XII.62

Le projet d'arrêté royal réglant les conditions de rapatriement des ressortissants belges résidant à l'étranger (L.8159/1) tend à accorder un avantage supplémentaire aux personnes qui bénéficient de l'aide prévue par l'arrêté royal du 5 juillet 1961 réglant les conditions d'assistance aux émigrants belges : ceux des émigrants qui auront échoué dans leur tentative d'installation à l'étranger pourront, en effet, en vertu du projet, obtenir une avance de fonds dont le montant pourra couvrir les frais de leur retour en Belgique, ainsi que les frais de retour de leur famille.

Le second projet (L.8160/1) tend à modifier expressément l'arrêté royal du 5 juillet 1961.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 5 juillet 1961 n'a pas été publié. Il s'agit pourtant d'un arrêté qui, créant un droit en faveur des Belges réunissant les conditions prévues, intéresse la généralité des citoyens et aurait dû, à ce titre, être publié au Moniteur belge.

Compte tenu de ce qui précède, il est suggéré de remplacer l'arrêté royal du 5 juillet 1961 par un arrêté royal nouveau, qui reprendrait les dispositions de l'arrêté royal du 5 juillet 1961 en y incorporant celles qui sont contenues dans les deux projets présentement soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Cet arrêté ainsi conçu devrait être publié au Moniteur belge.

\+

\+ \+

.../...

Ni l'arrêté royal du 30 mai 1961, ni celui du 23 mai 1962, ni celui du 10 novembre 1939 ne constituent le fondement légal du projet; il y a donc lieu d'en omettre la mention au préambule.

Le considérant qui figure au préambule du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 juillet 1961 réglant les conditions d'assistance aux émigrants belges ne fait qu'annoncer le dispositif du projet; il pourrait être omis sans inconvénient.

Le préambule du projet fait mention de l'avis favorable de l'inspecteur des finances. Il résulte des renseignements fournis par le fonctionnaire compétent qu'en l'espèce l'inspecteur des finances n'a pas émis son avis sur base d'une délégation qui lui aurait été faite par le Ministre des Finances en vertu de l'article 11 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire. Dès lors, l'accord du Ministre des Finances requis par les articles 6 et 24 du même arrêté, est nécessaire et il doit en être fait mention, avec référence à sa date, au préambule du projet. Par contre, la mention d'un éventuel avis favorable de l'inspecteur des finances n'est pas requise.

\+

\+ \+

En l'absence d'une loi particulière, les dispositions en projet ne pourront recevoir d'application que dans la mesure où des crédits à cette fin sont mis à la disposition du Roi. Il a été tenu compte de cette réserve dans le texte proposé ci-après.

+

+ +

I. Projet d'arrêté royal réglant les conditions de rapatriement des ressortissants belges résidant à l'étranger (L.8159/1).

A l'article 1er, les mots "dans certaines conditions" sont superflus; l'économie du projet impose en effet d'admettre que le bénéfice de la mesure sera réservé aux personnes qui réunissent les conditions prescrites.

+

+ +

Plusieurs des dispositions du projet donnent certaines compétences aux ambassades de Belgique dans les pays d'immigration. Il peut advenir que, dans certains de ces pays, il n'y ait pas d'ambassade de Belgique; il serait, dès lors, prudent de rédiger le projet en des termes qui tiennent compte de la manière dont serait assurée, dans ce cas, la protection des intérêts belges dans ces pays.

.../...

Il est souhaitable de remplacer le mot "épouse" par le mot "conjoint", qui comprend tant l'épouse que l'époux.

\+

\+ +

II. Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 juillet 1961 réglant les conditions d'assistance aux émigrants belges (L. 8160/1).

L'article 1er mentionne la "Rhodésie"; d'après le délégué du Gouvernement, il s'agirait de la "Rhodésie du Nord"; il y aurait lieu de le préciser dans le texte.

\+

\+ +

Les projets appellent en outre quelques modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé et qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL REGLANT L'ASSISTANCE AUX EMIGRANTS BELGES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - ASSISTANCE AUX EMIGRANTS.

Article 1er.-

Dans les limites des crédits budgétaires, les émigrants belges peuvent obtenir, à titre d'avance, le montant destiné à couvrir les frais de voyage vers le pays d'immigration ainsi que les frais de séjour à l'arrivée dans ce pays.

Ces prêts ne portent pas d'intérêt.

.../...

Article 2.-

La demande d'avance doit être adressée à Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.

Article 3.-

Pour pouvoir bénéficier de cette avance, l'émigrant doit :

1° être démuni de ressources suffisantes lui permettant de faire face aux frais du voyage;

2° posséder les aptitudes physiques et techniques nécessaires;

3° être de bonnesvie et moeurs;

4° être en possession des documents requis par les gouvernements étrangers en matière d'immigration.

La situation de fortune des intéressés fera l'objet d'une enquête; il sera tenu compte de la déclaration aux impôts sur les revenus de l'exercice précédant celui du départ. Pour les anciens coloniaux mis dans l'impossibilité de poursuivre leurs activités, il sera tenu compte des enquêtes effectuées lors de leur retour en Belgique.

.../...

Article 4.-

Le bénéficiaire peut également obtenir une avance pour les frais de voyage de son conjoint et de ses enfants ou de la personne avec laquelle il décide de contracter mariage.

Ces personnes sont soumises aux conditions énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 2°, 3° et 4°.

Article 5.-

Le montant de l'avance sera déterminé en fonction d'un barème établi par Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique et Notre Ministre des Finances en tenant compte du pays d'immigration et des ressources personnelles des émigrants.

Article 6.-

Le montant de l'avance destinée à couvrir les frais de transport des passagers et de leurs bagages, allouée conformément aux articles précédents, est versé par les soins de l'autorité qui l'a octroyée entre les mains du transporteur ou commissionnaire.

.../...

Article 7.-

Le remboursement sera effectué en francs belges; il devra être effectué dans un délai de cinq ans à dater du jour de l'embarquement pour le pays d'immigration et suivant des modalités fixées par Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique et Notre Ministre des Finances.

Article 8.-

Dans la limite des crédits budgétaires, Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique peut accorder des subventions aux organismes sociaux spécialisés, préalablement agréés par lui, en vue de couvrir une partie des frais de fonctionnement exposés par ceux-ci lors de l'établissement des dossiers individuels.

Article 9.-

Ces subventions seront de cinq cents francs par émigrant transporté en application du programme direct du Comité intergouvernemental de migration européen ainsi que par émigrant transporté vers la Rhodésie du Nord.

En aucun cas le subside annuel alloué à un organisme ne pourra excéder 600.000 francs belges.

.../...

CHAPITRE II. - RAPATRIEMENT DES EMIGRES.

Article 10.-

Dans les limites des crédits budgétaires, les Belges ayant émigré peuvent obtenir, à titre d'avance, le montant nécessaire à leur rapatriement ainsi qu'à celui de leur conjoint et de leurs enfants.

Article 11.-

La demande d'avance doit être adressée à l'autorité diplomatique belge du pays d'immigration ou, éventuellement, à l'autorité diplomatique chargée de la protection des intérêts belges dans ce pays.

Article 12.-

Pour pouvoir bénéficier de cette avance, l'émigré doit :

1° avoir émigré dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 5 juillet 1961 ou du présent arrêté;

2° être dans un état de détresse ou d'extrême nécessité reconnu par l'autorité diplomatique belge compétente;

3° voyager par la voie la moins onéreuse, sauf le cas d'extrême urgence que l'autorité diplomatique compétente apprécie;

4° signer une reconnaissance de dette du montant de l'avance allouée.

.../...

Article 13.-

Le montant de l'avance sera versé par les soins de l'autorité qui l'a octroyée au compte de l'autorité diplomatique intéressée.

Article 14.-

Le remboursement sera effectué en francs belges; il devra être réalisé dans un délai de cinq ans à dater du jour de départ du pays d'immigration suivant des modalités fixées par Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique et Notre Ministre des Finances.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 15.-

Les dépenses résultant du présent arrêté sont à charge du budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.

Article 16.-

L'arrêté royal du 5 juillet 1961 réglant les conditions d'assistance aux émigrants belges est abrogé.

Article 17.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception du chapitre II qui produit ses effets le 1er juillet 1962.

.../...

Article 18.-

Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Commerce extérieur
et de l'Assistance technique,

Het ontwerp-koninklijk besluit tot regeling van de voorwaarden ter repatriëring van de Belgische onderhorigen die in de vreemde verblijven (L.8159/1) strekt tot het toekennen van een aanvullend voordeel aan degenen, die in aanmerking komen voor de hulp bepaald in het koninklijk besluit van 5 juli 1961 houdende regeling van de voorwaarden van hulpverlening aan Belgische uitwijkelingen : emigranten wier poging om zich in het buitenland te vestigen mislukt is, zullen immers krachtens het ontwerp een voorschot kunnen krijgen om hun eigen terugkeer en die van hun gezin naar België te bekostigen.

Het tweede ontwerp (L.8160/1) beoogt een uitdrukkelijke wijziging van het koninklijk besluit van 5 juli 1961.

Het koninklijk besluit van 5 juli 1961 is niet bekendgemaakt, ofschoon dit in het Belgisch Staatsblad had moeten gebeuren, want het schept een recht voor Belgen die aan de gestelde eisen voldoen en heeft dus betrekking op de burgers in het algemeen.

Daarom wordt voorgesteld, het koninklijk besluit van 5 juli 1961 te vervangen door een nieuw, dat zou bestaan uit de vroegere bepalingen en uit die van de twee ontwerpen die thans aan de Raad van State zijn voorgelegd. Het aldus geredigeerde besluit zou dan in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt.

+

\+ +

.../...

Noch het koninklijk besluit van 30 mei 1961, noch dat van 23 mei 1962, noch dat van 10 november 1939 zijn rechtsgrond voor het ontwerp ; zij hoeven derhalve niet in de aanhef te worden vermeld.

De considerans in de aanhef van het ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 juli 1961 houdende regeling van de voorwaarden van hulpverlening aan Belgische uitwijkelingen is niets anders dan een aankondiging van de inhoud van het ontwerp en kan dus zonder bezwaar vervallen.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, heeft de inspecteur van financiën in het onderhavige geval zijn advies niet gegeven op grond van een bevoegdheid die de Minister van Financiën hem zou hebben opgedragen krachtens artikel 11 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole ; zelfs een gunstig advies van de inspecteur van financiën kan de Regering er dus niet van ontslaan, in de aanhef het akkoord van de Minister van Financiën op grond van de artikelen 6 en 24 van hetzelfde besluit, met zijn datum te vermelden. Daarentegen, en in dat geval, is vermelding van het gunstig advies van de inspecteur van financiën niet vereist.

+

+ +

.../...

Bij gemis van een bijzondere wet zullen de ontwerp-bepalingen slechts toepassing kunnen vinden voor zover de daartoe nodige kredieten ter beschikking van de Koning staan. In de hierna voorgestelde tekst is met dat voorbehoud rekening gehouden.

+

+ +

I. Ontwerp koninklijk besluit tot regeling van de voorwaarden ter repatriëring van de Belgische onderhorigen die in de vreemde verblijven (L.8159/1).

In artikel 1 zijn de woorden "onder zekere voorwaarden" overbodig ; uit de opzet van het ontwerp blijkt immers dat alleen zij, die aan de gestelde voorwaarden voldoen, voor de maatregel in aanmerking komen.

+

+ +

Een aantal bepalingen uit het ontwerp verlenen sommige bevoegdheden aan de Belgische ambassades in immigratielanden. Het ware ook geraden het ontwerp te stellen, rekening houdend met de wijze waarop de Belgische belangen worden beschermd in het geval dat België in sommige van die landen geen ambassade zou hebben.

Het woord "echtgenote" kan beter worden vervangen door "echtgenoot", dat in de rechtstaal man en vrouw kan betekenen.

+

+ +

.../...

II. Ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 juli 1961 houdende regeling van de voorwaarden van hulpverlening aan Belgische uitwijkelingen (L.8160/1).

In artikel 1 is sprake van "Rhodesië". Volgens de gemachtigde ambtenaar betreft het "Noord-Rhodesië"; dit moet zo in de tekst worden gezegd.

\+

\+ \+

Ook over de vorm van de ontwerpen zijn enkele opmerkingen te maken die geen commentaar behoeven. In de voorgestelde tekst is er rekening mede gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT TOT REGELING VAN DE HULP AAN BELGISCHE EMIGRANTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ... ;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- HULP AAN EMIGRANTEN.

Artikel 1.-

Zover de begrotingskredieten strekken, kunnen Belgische emigranten als voorschot het bedrag krijgen dat nodig is om de reis naar het emigratieland en het verblijf bij aankomst aldaar te bekostigen.

Die leningen zijn renteloos.

Artikel 2.-

De voorschotaanvraag moet aan Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand worden gericht.

Artikel 3.-

Zulk voorschot kan alleen ontvangen de emigrant die :

1° niet over voldoende middelen beschikt om de reiskosten te betalen,

2° de nodige lichamelijke en technische geschiktheid bezit,

3° van goed zedelijk gedrag is,

4° en de door de vreemde regeringen vereiste immigratiedocumenten bezit.

.../...

Er wordt een onderzoek ingesteld naar de staat van zijn vermogen, waarbij rekening wordt gehouden met zijn aangifte in de inkomstenbelastingen over het dienstjaar dat aan de afreis voorafgaat. Is hij een gewezen koloniaal die zijn werkzaamheid niet heeft kunnen voortzetten, dan wordt rekening gehouden met het onderzoek dat bij zijn terugkeer in België is verricht.

Artikel 4.-

Ook voor de reiskosten van zijn echtgenoot en zijn kinderen of van degene die hij besluit te huwen, kan de begunstigde een voorschot krijgen.

Voor die personen gelden de voorwaarden van artikel 3, eerste lid, 2°, 3° en 4°.

Artikel 5.-

Het bedrag van het voorschot wordt bepaald volgens een door Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand en Onze Minister van Financiën vastgesteld tarief, waarin rekening is gehouden met het immigratieland en met de persoonlijke middelen van de emigranten.

Artikel 6.-

Het bedrag van het overeenkomstig de vorige artikelen toegekende voorschot voor het bekostigen van het vervoer van de passagiers en hun reisgoed, wordt door toedoen van de overheid die het voorschot heeft verleend, in handen van de vervoerder of commissionair gestort.

.../...

Artikel 7.-

Terugbetaling geschiedt in Belgische frank, binnen vijf jaar te rekenen van de dag van de inscheping voor het immigratieland, en volgens de regels welke Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand en Onze Minister van Financiën bepalen.

Artikel 8.-

Voor zover de begrotingskredieten strekken, kan Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand aan door hem vooraf erkende gespecialiseerde sociale instellingen subsidies verlenen tot dekking van een deel van de werkingskosten, die zij hebben gemaakt om de persoonlijke dossiers samen te stellen.

Artikel 9.-

Die subsidie bedraagt vijfhonderd frank per emigrant die vervoerd wordt krachtens het rechtstreeks programma van het intergouvernementeel comité voor Europese migratie, en per emigrant die vervoerd wordt naar Noord-Rhodesië.

In geen geval mag meer dan 600.000 Belgische frank subsidie per jaar aan één instelling worden toegekend.

.../...

HOOFDSTUK II.- REPATRIERING VAN EMIGRANTEN.

Artikel 10.-

Zover de begrotingskredieten strekken, kunnen geëmigreerde Belgen als voorschot het bedrag krijgen dat nodig is voor hun eigen repatriëring, en voor die van hun echtgenoot en van hun kinderen.

Artikel 11.-

De voorschotaanvraag moet worden gericht aan de Belgische diplomatieke overheid van het immigratieland of, eventueel, aan de diplomatieke overheid die met de bescherming van de Belgische belangen aldaar belast is.

Artikel 12.-

Zulk voorschot kan alleen ontvangen de emigrant die :

1° geëmigreerd is onder de gelding van het koninklijk besluit van 5 juli 1961 of van het tegenwoordige,

2° door de bevoegde Belgische diplomatieke overheid bevonden is, in grote nood of in uiterste behoeftigheid te verkeren,

3° over de goedkoopste weg reist, behalve bij uiterste spoed, waarover de bevoegde diplomatieke overheid oordeelt,

4° en een schuldbekentenis voor het bedrag van het verleende voorschot ondertekent.

.../...

Artikel 13.-

Het bedrag van het voorschot wordt door toedoen van de overheid die het heeft verleend, gestort op de rekening van de betrokken diplomatieke overheid.

Artikel 14.-

Terugbetaling geschiedt in Belgische frank, binnen vijf jaar te rekenen van de dag van de afreis uit het immigratieland, en volgens de regels welke Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand en Onze Minister van Financiën bepalen.

HOOFDSTUK III.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 15.-

De aan dit besluit verbonden uitgaven komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand.

Artikel 16.-

Het koninklijk besluit van 5 juli 1961 houdende regeling van de voorwaarden van hulpverlening aan Belgische uitwijkelingen wordt opgeheven.

Artikel 17.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van hoofdstuk II, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1962.

.../...

Artikel 18.-

Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, — adjunct-griffier, greffier. — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.